

Les subsides

Si mon interprétation de l'entente est exacte, il semble que le gouvernement américain s'engage seulement à faire de son mieux pour empêcher les États de prendre des mesures qui iraient à l'encontre de l'entente. Autrement dit, n'importe quel État américain pourra encore prendre des mesures contre nos exportations agricoles, y compris le porc dont le ministre a parlé. J'aimerais que le ministre commente ce point et d'autres que j'ai soulevés.

[Français]

M. Blais: Madame la Présidente, je comprends que la connaissance du Québec de mon collègue, surtout de son parti, va grandement diminuer. Ils ont perdu hier leur seul point d'ancrage qu'ils avaient au Québec et on peut voir déjà la méconnaissance qu'ils peuvent avoir simplement de la situation québécoise.

Une voix: Cela paraît déjà!

M. Blais: Cela paraît déjà, on voit déjà le net recul qu'ils peuvent avoir étant donné leur connaissance des problèmes agricoles québécois. Je n'ai pas de leçon à recevoir du NPD sur la connaissance des agriculteurs québécois. J'étais à un congrès régional de l'UPA ce matin, madame la Présidente, dans la Beauce. J'ai rencontré une demi-douzaine de groupes partout dans la province. J'ai rencontré les producteurs agricoles chez eux, localement.

Une voix: Jacques Proulx!

M. Blais: Oui, j'ai rencontré M. Jacques Proulx également.

Une voix: Qu'est-ce qu'il a dit?

M. Blais: Il est bien évident que mon collègue lorsqu'il me cite le président de l'Union des producteurs agricoles ou fait allusion à l'amalgame qui a été fait de la coalition contre le libre-échange avec M^{me} Shirley Carr, avec les Travailleurs unis de l'automobile, évidemment, vous parlez d'un seul cœur à ce moment-là. Je vous ai écouté avec attention, mon cher collègue. Il est sûr que j'ai vu—vous en avez fait la démonstration hier—de quelle façon vous laissez parler les gens dans votre propre parti. Mais moi je ne suis pas dans votre parti. Quand je parle, vous allez me laisser parler.

La présidente suppléante (Mme Champagne): J'apprécierais que l'honorable ministre s'adresse à la Présidence et non pas directement à ses collègues à la Chambre. Est-ce que le ministre avait terminé son intervention?

La parole est à l'honorable ministre.

M. Blais: Madame la Présidente, je ne suis pas habitué à avoir des gens qui parlent en même temps que moi. C'est pour cela. Je m'en excuse.

Concernant la question de l'accès au marché américain que mon collègue a soulevée tout à l'heure, je pense que ce pas que nous avons fait en avant avec l'Entente qui a été signée démontre justement que nous allons inverser le processus de protectionnisme qui était en place déjà, qui se faisait grandissant au fil des semaines et au fil des mois. Et je pense que c'était une question de principe d'amener nos voisins à dire: Il faut que cette guerre de tranchées cesse dans les différents secteurs. Je pense que cet accès est garanti par l'Accord. Il est intrinsèque, il transparait de cet Accord, madame la Présidente.

Et lorsqu'il parle du porc, il oublie de mentionner que le Conseil canadien du porc est d'accord sur cet Accord, madame la Présidente, et je ne vois pas pourquoi, à ce moment-là, on

soulevé cette question. Et concernant la possibilité d'avoir encore des mesures compensatoires éventuellement, je ne vois pas pourquoi—ce parti qui se débat comme un diable dans l'eau bénite pour nous dire qu'on risque notre souveraineté dans cet accord, que dès qu'il y a une démonstration, que l'un ou l'autre des deux pays peut garder sa souveraineté et la possibilité d'intervenir avec ses lois et ses règlements déjà existants—on dit: Vous n'avez rien fait, puis vous ne réglez pas le problème. Les deux pays ont gardé leur souveraineté, madame la Présidente. C'est un des éléments fondamentaux. C'est d'avoir réussi à avoir une entente progressiste pour les deux parties, tout en maintenant la souveraineté de chaque côté de la frontière. Ensemble dans la même direction, c'est comme cela qu'on pourrait qualifier cette entente, madame la Présidente.

La présidente suppléante (Mme Champagne): Débat. Reprise du débat. La parole est à l'honorable député de Glengarry—Prescott—Russell (M. Boudria).

M. Don Boudria (Glengarry—Prescott—Russell): Madame la Présidente, il me fait un grand plaisir aujourd'hui de participer à ce débat sur l'Entente de libre-échange et les effets que pourrait avoir cette Entente sur l'agriculture canadienne. Comme on le sait, nos collègues de cette Chambre ont présenté aujourd'hui cette motion de blâme à l'endroit du gouvernement, motion de blâme alléguant que cette Entente de libre-échange conduira, d'une part, à l'élimination de notre système de dualité des prix du blé et, d'autre part, ruiner le pouvoir de la Commission canadienne du blé, réduira la croissance des offices de commercialisation chargés de la gestion de l'offre ainsi que les possibilités de croissance des producteurs canadiens de fruits et de légumes.

Madame la Présidente, j'ai examiné cette motion présentée à la Chambre avec beaucoup d'intérêt et je dois vous dire que je suis d'accord sur la plupart des thèmes qui y sont soulevés. Je lisais un journal dans les derniers jours et on disait que l'agriculture était en train de se faire passer dans le moulin à viande dans cette Entente sur le libre-échange. Et je crois que c'est le terme qui explique le mieux la façon dont mes électeurs perçoivent cette Entente de libre-échange. Je sais que le ministre va venir visiter ma circonscription électorale prochainement, que lui et moi allons participer à un débat sur l'Entente de libre-échange, du moins c'est ce dont on m'a informé, c'est-à-dire que le ministre va sans doute exprimer qu'il est en faveur de cette entente de libre-échange et, comme vous l'avez sans doute deviné, madame la Présidente, moi, j'ai l'intention de laisser entendre à mes électeurs ce qui est déjà leur avis, savoir que cette Entente est mauvaise pour l'agriculture canadienne.

Le ministre nous disait tantôt qu'un grand nombre de producteurs maraîchers étaient satisfaits de cette Entente de libre-échange. C'est curieux puisque nous, dans le caucus libéral, avons rencontré la semaine dernière le Conseil de l'horticulture canadienne, et les porte-parole de ce conseil nous ont fait savoir que selon eux cette Entente les ferait souffrir, et souffrir beaucoup. Alors, où le ministre prend-il ses informations? Je ne le sais pas, madame la Présidente. L'UPA, l'Union des producteurs agricoles, disait récemment que l'agriculture avait servi de monnaie d'échange pour permettre une entente entre le Canada et les États-Unis.